



INSTITUTION DU MÉDIATEUR DU ROYAUME

Bulletin de veille documentaire



Sommaire

	Page
I. Actualités - Presse	3
• Actualités - Presse marocaine	3
• Accès à l'information	3
• Actualités - Presse étrangère	3
• Accès à l'information	3
• Assistance judiciaire	5
• Médiation	5
• OCDE	7
• Préjudice	8
II. Veille législative et réglementaire	9
• Veille législative et réglementaire marocaine	9
• Bulletin Officiel	9
• Conseil de gouvernement	17
• Veille législative et réglementaire étrangère	22
• Journal Officiel de la République Française	22
III. Publications officielles	27
• Rapports annuels d'activité	27
• Rapport thématiques	29
• Enquêtes	31
IV. Veille jurisprudentielle	33
• Jurisprudence administrative marocaine	33
• Thématique : Recours en annulation =	33
• Jurisprudence administrative étrangère	35
• République Française : Décisions du Conseil d'Etat	35
• République Française : Décision du Tribunal des Conflits	38
V. Dernières parutions	40
• Nouveautés papier	40
• Livres	40
✓ Editions nationales	40
✓ Editions étrangères	42
• Nouveauté numérique	48

sur le thème « Santé », dans le cadre du projet « Tolotra Mandroso ». Initié en 2009, le service donnait aux abonnés d’Airtel un accès gratuit aux informations sur la santé, l’eau et l’assainissement, la microfinance, l’agriculture, le foncier, les urgences, la planification familiale, directement à partir de leur mobile.

- **France - « Garantir une plus grande transparence sur la dissémination volontaire »**

Source : <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/ogm-garantir-une-plus-grande-transparence-sur-la-dissemination-volontaire-ministre-105037.html> (page consultée le 03/06/2015)

Le Ministre des Affaires Etrangères et du Développement International, Laurent Fabius, a présenté, le 3 juin 2015 en Conseil des ministres, un projet de loi « autorisant l'approbation de l'amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, pris par décision II/1 adoptée dans le cadre de la deuxième réunion des Parties à la convention », indique le compte rendu du conseil des ministres.

- **Canada - Legault veut empêcher la destruction de données**

Source : <http://journalmetro.com/actualites/national/787927/legault-veut-empêcher-la-destruction-de-donnees/> (page consultée le 03/06/2015)

OTTAWA – La Commissaire Fédérale à l’Information, Suzanne Legault, a déposé une requête en Cour fédérale pour obtenir une ordonnance de conservation afin d’empêcher le gouvernement conservateur de détruire les dernières données provenant du controversé registre des armes d’épaule.

La requête vise à ordonner au Ministre de la Sécurité Publique Steven Blaney de livrer les dossiers en question au greffe de la Cour fédérale ou à lui interdire de les détruire.

- **Tunisie - Adoption en commission du projet de loi organique relatif au droit d'accès à l'information**

Source : <http://www.babnet.net/cadredetail-106392.asp> (page consultée le 03/06/2015)

La Commission des Droits et Libertés a adopté mercredi le projet de loi organique relatif au droit d'accès à l'information.

Dans son article premier, le projet vise à garantir ce droit à toute personne physique ou morale.

La loi s'applique, selon l'article 2 aux administrations centrales, institutions et établissements publics et leurs Bureaux à l'étranger, directions locales et régionales, collectivités locales, parlement, instances judiciaires et constitutionnelles, instances publiques indépendantes, instances de régulation, associations, personnes de droit public

chargé d'une mission de service public et toutes les structures bénéficiant de financement public.

- **France - Un accès à Internet dans les prisons françaises ?**

Source : <http://fr.ubergizmo.com/2015/06/25/acces-internet-prisons-francaises.html>
(page consultée le 25/06/2015)

Cela fait quelque temps maintenant que le gouvernement prépare sa grande stratégie numérique. Parmi les nombreuses mesures dévoilées la semaine dernière, était évoquée la "mise en place d'un accès sécurisé et contrôlé [à Internet] pour les personnes détenues". Une mesure qui devrait aider à la réinsertion des prisonniers.

L'accès à Internet est « une conditions indispensable » d'après l'exécutif pour pouvoir envisager une vie normale après la détention. C'est d'ailleurs aussi « un droit consacré par le Conseil constitutionnel ». En pratique, cela permettrait d'offrir un accès à l'information, d'envoyer des emails, d'effectuer des démarches pour trouver un emploi, etc. Le gouvernement a même évoqué des possibilités « d'enseignement et de formation à destination des personnes détenues ».

- **Assistance judiciaire**

- **Transparency Justice sensibilise des leaders d'opinion de Yopougon sur l'accès à la justice**

Source : <http://newsivoire.com/societe/item/3742-transparency-justice-sensibilise-des-leaders-d%E2%80%99opinion-de-yopougon-sur-l%E2%80%99acc%C3%A8s-%C3%A0-la-justice> (page consultée le 07/06/2015)

Transparency Justice, sous l'égide de Tetra Tech DPK(Tt DPK) exécute actuellement le projet de promotion de l'accès à la justice et de la vulgarisation de l'assistance judiciaire (Projustice).C'est ce qui amène cette ONG à initier une série de formations et de sensibilisations dans les zones ciblées pour la circonstance. L'atelier de formation des leaders d'opinion de Yopougon, les 4 et 5 juin, au siège de Transparency Justice à Abidjan, s'inscrit dans cette dynamique qui est financée par l'USAID à travers PROJUSTICE.

- **Médiation**

- **Canada – Montréal - Le site de l'Ombudsman de Montréal piraté**

Source : <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201506/03/01-4874845-le-site-de-lombudsman-de-montreal-pirate.php> (page consultée le 03/06/2015)

Le site Internet de l'Ombudsman de Montréal est présentement victime d'un piratage. La page affiche en anglais des «offres promotionnelles» pour la vente de vêtements, une activité clairement hors de son mandat.

- **Belgique - Un Ombudsman traite désormais les plaintes de particuliers au sujet du notariat**

Source : <http://www.rtl.be/info/belgique/politique/un-ombudsman-traite-desormais-les-plaintes-de-particuliers-au-sujet-du-notariat-728413.aspx> (page consultée le 03/06/2015)

(Belga) Depuis le 1^e juin, un médiateur est habilité à traiter des plaintes introduites par des clients de notaires, a annoncé mercredi la Fédération Royale du Notariat belge dans un communiqué de presse. La Belgique compte quelque 1.500 notaires, qui ont notamment conclu plus de 850.000 actes l'année passée.

- **Canada - Scolarisation des sans papier, des centaines d'enfants privés d'école**

Source : <http://www.journaldemontreal.com/2015/06/02/scolarisation-des-sans-papier-des-centaines-denfants-privés-decole> (page consultée le 03/06/2015)

Plus de six mois après le rapport du Protecteur du Citoyen demandant l'accès gratuit à l'école pour tous, les organismes de défense des sans papiers attendent après une réponse du gouvernement.

Pour les trois enfants de Rebecca (nom fictif), l'école est devenue trop dangereuse. Depuis que la demande d'asile de leurs parents a été refusée, toute la famille vit illégalement sur le territoire montréalais. «Si l'école a toutes nos informations, les autorités peuvent facilement nous retrouver et nous déporter», craint la femme de 37 ans, exilée d'Algérie.

- **Québec - Résidences pour aînés : caméras de surveillance permises**

Source : <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/sante/201506/05/01-4875769-residences-pour-aines-cameras-de-surveillance-permises.php> (page consultée le 06/06/2015)

Le député de Lévis et porte-parole de la Coalition avenir Québec (CAQ) en matière de santé, François Paradis, a demandé vendredi au Ministre de la Santé d'informer les usagers des centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et ceux des résidences privées pour aînés qu'ils ont le droit d'installer des caméras de surveillance dans leur chambre.

- **Québec - Augmentation des plaintes au Bureau de l'Ombudsman**

Source : <http://www.985fm.ca/regional/nouvelles/augmentation-des-plaintes-au-bureau-de-l-ombudsman-721272.html> (page consultée le 09/06/2015)

Les plaintes déposées par les citoyens au Bureau de l'Ombudsman de Sherbrooke ont augmenté en 2014.

Le rapport annuel présenté aux élus municipaux hier soir fait état de 78 dossiers ouverts, soit 5 de plus que l'an dernier.

Les citoyens des arrondissements du Mont Bellevue et de Jacques Cartier ont été les plus nombreux à déposer des plaintes et les trois services les plus interpellés sont les Infrastructures, la planification et développement urbain et Hydro Sherbrooke.

- **Canada - Ville de Montréal - Rapport de l'Ombudsman : 160 jours pour rappeler un citoyen**

Source : <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/201506/17/01-4878719-rapport-de-lombudsman-160-jours-pour-rappeler-un-citoyen.php> (page consultée le 17/06/2015)

Cinq mois pour rappeler des citoyens, neuf ans pour réparer des dommages à la chaussée : le rapport annuel 2014 de l'Ombudsman de Montréal révèle des «délais inacceptables» dans certains services de la métropole. Survol des plaintes formulées par les Montréalais sur la qualité des services offerts par la Ville de Montréal.

- **France - La loi renseignement définitivement adoptée**

Source : http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/06/25/la-loi-renseignement-definitivement-adoptee_4661553_3224.html (page consultée le 25/06/2015)

La loi sur le renseignement a été définitivement adoptée par le Parlement, mercredi 24 juin, après un ultime vote à main levée à l'Assemblée nationale, et à une large majorité tant à gauche qu'à droite – bien que des députés de presque tous les groupes politiques s'y soient opposés. Depuis sa présentation en Conseil des ministres le 19 mars, le texte, qui vise à donner un cadre légal et des moyens importants aux services de renseignement, a suscité d'intenses critiques de la plupart des associations soucieuses des droits fondamentaux ou des libertés numériques, du Défenseur des Droits à la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme. Une pétition signée par près de 120 000 personnes a même été déposée en avril à Matignon.

- **OCDE**

- **L'OCDE renforce sa coopération avec le Maroc – Signature de l'Accord « Programme-pays Maroc »**

Source : <http://www.oecd.org/fr/pays/maroc/l-ocde-renforce-sa-cooperation-avec-le-maroc-signature-de-l-accord-programme-pays-maroc.htm> (page consultée le 15/06/2015)

L'OCDE et le gouvernement du Royaume du Maroc ont signé aujourd'hui à Paris un Protocole d'Accord relatif à l'établissement du « Programme-pays Maroc », une collaboration prévue pour deux ans visant à soutenir le plan de réformes du Maroc.

Cet accord de coopération signé à Paris par le Secrétaire général de l'OCDE M. Angel Gurría et M. Abdel-Ilah Benkiran, Chef du Gouvernement du Royaume du Maroc, représente une étape importante vers le renforcement de la collaboration entre le Maroc et l'OCDE.

Le Programme-pays est un nouvel outil de l'OCDE permettant à certaines économies partenaires de tirer profit de l'expertise et des bonnes pratiques de l'OCDE, de renforcer leurs institutions et les capacités pour des réformes publiques réussies.

- **Préjudice**

- **France - Permis de construire : préjudice résultant d'une faute d'urbanisme**

Source : <http://www.revenuagricole.fr/focus-gestion/memos-juridique/chronique-juridique/22512-permis-de-construire-prejudice-resultant-d-une-faute-d-urbanisme> (page consultée le 01/06/2015)

Un plan d'occupation des sols (POS) est modifié, qui permet la délivrance d'une autorisation de construire (permis de construire). Mais la modification est illégale et le permis est annulé. Le pétitionnaire demande réparation. Le préjudice qu'il invoque est la différence entre le prix d'acquisition des terrains sur la foi de la modification du document d'urbanisme qui les rendait constructibles et leur valeur réelle.

- **France - Amiante : les recours de cheminots pour "préjudice d'anxiété" seront réexaminés**

Source : http://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/amiante-les-recours-de-cheminots-pour-prejudice-d-anxiete-seront-reexamines_1685157.html (page consultée le 01/06/2015)

Les Prud'hommes de Paris¹ ont renvoyé lundi à un juge professionnel le soin de réexaminer les demandes de plus de 150 salariés et ex-salariés de la SNCF réclamant la reconnaissance d'un "préjudice d'anxiété" pour avoir été exposés à l'amiante au cours de leur carrière.

¹ Institués en 1806, les conseils de prud'hommes ont été généralisés en 1979. Il en existe aujourd'hui 210. Le Conseil de prud'hommes règle les litiges individuels qui surviennent entre salariés ou apprentis et employeurs, à l'occasion du contrat de travail ou d'apprentissage.

<http://www.ca-paris.justice.fr/index.php?rubrique=11016&ssrubrique=11051&article=14733>

II- Veille législative et réglementaire

- Veille législative et réglementaire marocaine

- Bulletin Officiel

- Dahirs

مجموعة القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6365%20_AR.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.53 (20) 1436 (2015) بتنفيذ القانون 86.14 قاضي بتغيير وتنظيم بعض أحكام مجموعة القانون الجنائية المتعلقة بمكافحة الإرهاب.
- الجريدة الرسمية عدد 6365 بتاريخ فاتح يونيو 2015

التعيين في المناصب العليا

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6368_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.61 (14) 1436 (2 يونيو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي 12.14 بتغيير وتنظيم القانون التنظيمي 12.02 لتعيين في المناصب العليا تطبيقا لأحكام الفصلين 49 من الدستور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.12.20 بتاريخ 27 (17 يوليو 2012).
- الجريدة الرسمية عدد 6368 بتاريخ 11 يونيو 2015

تعيين المدير العام للأمن الوطني

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6369_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.63 (14) 1436 (2 يونيو 2015) بتعيين المدير .
- الجريدة الرسمية عدد 6369 بتاريخ 15 يونيو 2015

تعيين أمين السر الدائم لأكاديمية المملكة المغربية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6369_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.64 (14) 1436 (2 يونيو 2015) بتعيين أمين الدائم لأكاديمية المملكة المغربية.
- الجريدة الرسمية عدد 6369 بتاريخ 15 يونيو 2015

القانون التنظيمي لقانون المالية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6370_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.62 (14) 1436 (2 يونيو 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي 130.13 لقانون المالية.
- الجريدة الرسمية عدد 6370 بتاريخ 18 يونيو 2015

جامعة القرويين – إعادة التنظيم

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6372_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.71
تنظيم جامعة القرويين.

الجريدة الرسمية عدد 6372 بتاريخ 25 يونيو 2015

مؤسسة محمد السادس للعلماء الأفارقة – إحداث

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6372_Ar.pdf

- ظهير شريف رقم 1.15.75
يتعلق بإحداث

الجريدة الرسمية عدد 6372 بتاريخ 25 يونيو 2015

• Décrets

عقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6365%20_AR.pdf

- 2.15.45
86.12 عقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

الجريدة الرسمية عدد 6365 بتاريخ فاتح يونيو 2015

الشرطة البيئية – تنظيم وكيفيات السير

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- 2.14.782
وبكيفيات سير الشرطة البيئية.

الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

المنتجات الغذائية – شروط وكيفيات العنونة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- 2.15.218
2.12.389 بتحديد شروط وكيفيات عنونة المنتجات الغذائية.

الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

النظام الأساسي الخاص بهيئة الأطباء البياطرة المشتركة بين الوزارات

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6368_Ar.pdf

- 2.14.594
وتتميم المرسوم رقم 2.00.279 بتاريخ 2 ربيع الآخر 1421 (5 يوليو 2000)
الأساسي الخاص بهيئة الأطباء البياطرة المشتركة بين الوزارات.

الجريدة الرسمية عدد 6368 بتاريخ 11 يونيو 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6369_Ar.pdf

1436 (4 يونيو 2015) بتطبيق القانون 16 2.15.109 -
20.13

الجريدة الرسمية عدد 6369 بتاريخ 15 يونيو 2015

• **Décisions et Arrêtés**

جائزة « تميز للمرأة المغربية » :

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6361_Ar.pdf

• **تعيين الرئيس وأعضاء لجنة التنظيم**
- لوزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية 596.15 6
1436 (25 فبراير 2015) بتعيين رئيس وأعضاء لجنة تنظيم « تميز للمرأة المغربية ».

• **تعيين الرئيس وأعضاء لجنة التحكيم**
- قرار لوزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية رقم 597.15 6
1436 (25 فبراير 2015) بتعيين رئيس وأعضاء لجنة تحكيم « تميز للمرأة المغربية ».

• **منح تعويضات لأعضاء اللجان**
- قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية ووزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية رقم 598.15 6
1436 (25 فبراير 2015) بتعيين رئيس وأعضاء لجنة تحكيم « تميز للمرأة المغربية ».

الجريدة الرسمية عدد 6361 بتاريخ 18 يونيو 2015

جائزة « تميز للمرأة المغربية » : تحديد النظام الداخلي

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6365%20_AR.pdf

- قرار لوزيرة التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية رقم 599.15 6
1436 (25 فبراير 2015) بتحديد « تميز للمرأة
ية ».

الجريدة الرسمية عدد 6365 بتاريخ فاتح يونيو 2015

وزارة الشؤون الخارجية والتعاون

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6361_Ar.pdf

- قرار لوزير الشؤون الخارجية والتعاون 1612.15 17
1436 (2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة التوظيف في درجة المساعدين التقنيين من الدرجة الثالثة بوزارة الشؤون الخارجية والتعاون.

الجريدة الرسمية عدد 6361 بتاريخ 18 يونيو 2015

الوزارة المكلفة بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6361_Ar.pdf

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة
1332.15 26 1436 (16 أبريل 2015) بتحديد شروط
برامج مباراة توظيف المساعدين التقنيين من الدرجة الثالثة وزارة الوظيفة
العمومية وتحديث الإدارة.
الجريدة الرسمية عدد 6361 بتاريخ 18 2015

المجلس الأعلى للحسابات

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6361_Ar.pdf

- قرار للرئيس الأول للمجلس
1330.15 10 1436 (3 ديسم 2014) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مبارياتي توظيف مهندسي الدولة من
الدرجة الأولى والمهندسين المعماريين من الدرجة الأولى بالمحاكم المالية.
ريدة الرسمية عدد 6361 بتاريخ 18 2015

نظام لتكييف وتصنيف مقاولات البناء والأشغال العمومية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- وزير الاقتصاد والمالية رقم 1372.15 3 1436 (22 أبريل 2015)
تمدد بموجبه إلى وزارة الاقتصاد والمالية مقتضيات المرسوم رقم 2.94.223
6 1415 (16 يونيو 1994) المحدث بموجبه لحساب وزارة الأشغال العمومية
لتكييف وتصنيف مقاولات البناء والأشغال العمومية.
الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

الأدوية الأصلية والجنيسة – أسعار البيع للعموم

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- قرار لوزير الصحة رقم 1598.15 23 1436 (12 2015)
بتحديد أسعار البيع للعموم لبعض الأدوية الأصلية وبالمصادقة على أسعار البيع للعموم
لبعض الأدوية الأصلية والجنيسة.
قرار لوزير الصحة رقم 1599.15 23 1436 (12 2015)
خفيض أسعار بيع بعض الأدوية الأصلية.
الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

الصفقات العمومية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- مقرر لوزير الأوقاف والشؤون الإسلامية رقم 1431.15 11 1436
(30 أبريل 2015) بتتيمم لائحة الأعمال الممكن
الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

الصفقات العمومية – تحديد نماذج الوثائق المعتمدة للرهن

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6368_Ar.pdf

- قرار لوزير الاقتصاد والمالية رقم 1593.15 19 1436 (8) 2015
مادج الوثائق المعتمدة لرهن الصفقات العمومية.

الجريدة الرسمية عدد 6368 بتاريخ 11 يونيو 2015

القضاء العسكري

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6366_Ar.pdf

- استندراك خطأ وقع بالجريدة الرسمية عدد 6322 بتاريخ 9 ربيع الأول 1436 (فاتح يناير 2015).

الجريدة الرسمية عدد 6366 بتاريخ 04 يونيو 2015

الساعة القانونية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6367_Ar.pdf

- قرار لرئيس الحكومة رقم 3.29.15 16 1436 (4 يونيو 2015)
بتغيير الساعة القانونية.

الجريدة الرسمية عدد 6367 بتاريخ 8 يونيو 2015

تعيين رجال الدرك المخولين صفة ضابط الشرطة القضائية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6367_Ar.pdf

- قرار مشترك لرئيس الحكومة ووزير العدل والحريات رقم 1649.15 29 1436 (18 يونيو 2015)
تعيين رجال الدرك المخولين صفة ضابط الشرطة القضائية.

الجريدة الرسمية عدد 6367 بتاريخ 8 يونيو 2015

مدونة الحقوق العينية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6369_Ar.pdf

- قرار مشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير العدل والحريات ووزير الاقتصاد والمالية رقم 4517.14 27 1436 (17 أبريل 2015) بتحديد المبلغ المالي للدين موضوع الرهن الاتفاقي، المستثنى من أحكام المادة 4 39.08 مدونة الحقوق العينية.

الجريدة الرسمية عدد 6369 بتاريخ 15 يونيو 2015

المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث – شروط ممارسة السلطة التأديبية بالنسبة

للطلبة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6369_Ar.pdf

- قرار لوزير الثقافة رقم 1406.15 10 1436 (29 أبريل 2015) بتغيير 1772.14 15 1435 (15 أبريل 2014) بتحديد ممارسة السلطة التأديبية بالنسبة لطلبة المعهد الوطني لعلوم .

الجريدة الرسمية عدد 6369 بتاريخ 15 يونيو 2015

الطب عن طريق التعاقد

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6370_Ar.pdf

- قرار لوزير الصحة 1203.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد الدوائر الإدارية ولائحة المؤسسات الصحية التابعة لوزارة الصحة التي يمكن للأطباء العامين والمتخصصين وأطباء الأسنان من القطاع الخاص المزاوله بها عن طريق التعاقد.
- قرار لوزير الصحة رقم 1204.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد نموذج العقد الذي يبرم بين وزارة الصحة والأطباء العامين أو المتخصصين أو أطباء الأسنان المزاولين بالقطاع الخاص.
- قرار لوزير الصحة رقم 1205.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد لائحة ال الجراحية التي يمكن للأطباء المتخصصين في الجراحة المتعاقدين مع وزارة الصحة إجراؤها.

الجريدة الرسمية عدد 6370 بتاريخ 18 يونيو 2015

الوزارة المكلفة بالتجارة الخارجية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6370_Ar.pdf

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 498.15 21 من ربيع الآخر 1436 (11 فبراير 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة مهندس دولة من الدرجة الممتازة بالتجارة الخارجية.
- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 499.15 21 من ربيع الآخر 1436 (11 فبراير 2015) بتحديد شروط فاءة المهنية لولوج درجة متصرف من الدرجة الثانية بالتجارة الخارجية.
- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 500.15 21 من ربيع الآخر 1436 (11 فبراير 2015) بتحديد شروط امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة تقني من الدرجة الأولى بالوزارة بالتجارة الخارجية.
- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 501.15 21 من ربيع الآخر 1436 (11 فبراير 2015) بتحديد شروط وبرامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة تقني من الدرجة الثانية بالوزارة بالتجارة الخارجية.
- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 502.15 21 من ربيع الآخر 1436 (11 فبراير 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة تقني من الدرجة الثالثة بالوزارة بالتجارة الخارجية.

الجريدة الرسمية عدد 6370 بتاريخ 18 يونيو 2015

المقاول الذاتي

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6371_Ar.pdf

- قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية ووزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد
1809.15 13 1436 (فاتح يونيو 2015) بتحديد نموذج
طلب التسجيل في السجل .
- قرار مشترك لوزير الاقتصاد والمالية ووزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد
1810.15 13 1436 (فاتح يونيو 2015) بتحديد آجال
دراسة الطلبات ومنح شهادة التسجيل بالسجل الوطني للمقاول الذاتي وتسليم بطاقة المقا

الجريدة الرسمية عدد 6371 بتاريخ 22 يونيو 2015

حرية الأسعار والمنافسة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6371_Ar.pdf

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالشؤون العامة والحكامة رقم 1899.15
13 1436 (فاتح يونيو 2015) بتحديد قائمة السلع والمنتجات
والخدمات المنظمة أسعارها.

الجريدة الرسمية عدد 6371 بتاريخ 22 يونيو 2015

المؤسسات السجنية – مبلغ المقابل الذي يمنح للمعتقلين الذين يزاولون نشاط

منتجا

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6371_Ar.pdf

- مشترك لرئيس الحكومة ووزير الاقتصاد والمالية 1131.15 30
1436 (19 2015) بتحديد المقابل الذي يمنح للمعتقلين الذين يزاولون
المؤسسات السجنية.

الجريدة الرسمية عدد 6371 بتاريخ 22 يونيو 2015

وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني (قسم استراتيجيات التكوين) – تحديد

تعريفات الخدمات المقدمة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6371_Ar.pdf

- قرار مشترك لوزير التربية الوطنية والتكوين المهني ووزير الاقتصاد والمالية رقم
1636.15 9 1436 (30 2015) غير وتتميم القرار
المشترك لوزير التربية الوطنية والتعليم العالي وتكوين الأطر والبحث العلمي ووزير
الاقتصاد والمالية رقم 1925.08 7 1429 (11 يوليو 2008)
تحديد تعريفات الخدمات المقدمة من لدن وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني ()
استراتيجيات التكوين).

الجريدة الرسمية عدد 6371 بتاريخ 22 يونيو 2015

- Avis et communications

الجدول الوطني للخبراء القضائيين المقبولين برسم سنة 2015

جدول الخبراء القضائيين المقبولين لدى محاكم الاستئناف بالمملكة برسم سنة 2015

جدول التراجمة المقبولين لدى محاكم الاستئناف بالمملكة برسم سنة 2015

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6361_Ar.pdf

الجريدة الرسمية عدد 6361 بتاريخ 18 2015

المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6370_Ar.pdf

- المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي حول النهوض بالمساواة بين الرجال والنساء في الحياة الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والسياسية.

الجريدة الرسمية عدد 6370 بتاريخ 18 يونيو 2015

• Conseil de gouvernement

Conseil de gouvernement du 3 Juin 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_03.06.2015_Ar.pdf

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة
المنعقد بتاريخ 15 1436 (3 يونيو 2015)

I. درس المجلس مشاريع المراسيم والاتفاق الدولي التالي بيانها :

مشاريع مراسيم :

1. 401-15-2 بتحديد عدد أعضاء مجالس العمالات والأقاليم.
المصادقة عليه
2. 402-15-2 يحدد بحسب العمالات والأقاليم قائمة الدوائر والقيادات والجماعات بالمملكة وعدد الأعضاء الواجب انتخابهم في مجلس كل جماعة.
المصادقة عليه
3. 394-15-2 بإقرار تدابير خاصة تتعلق بوضعية بعض خريجي المراكز الجهوية لمهن التربية والتكوين التابعة لقطاع التربية الوطنية.
المصادقة عليه
4. 305-15-2 بتطبيق القانون رقم 111-12 المتعلق بالوكالة الوطنية للنباتات الطبية والعطرية.
المصادقة عليه
5. 505-14-2 يحدد شروط وكيفيات استيراد وتصدير وعبور النفايات.
المصادقة عليه مع الأخذ بعين الاعتبار ملاحظات بعض السادة الوزراء

_____:

✓ اتفاق تعاون في مجال الصحة، بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية الكوت ديفوار، موقع 20 يناير 2015.

- 31-15 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.

II. تطبيقاً لأحكام الفصل 92 من الدستور، وافق المجلس على مقترح تعيين عميد كلية العلوم الشرعية – جامعة القرويين بفاس.

Conseil de gouvernement du 11 Juin 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_11.06.2015_Ar.pdf

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 23 1436 (11 يونيو 2015)

I. صادق المجلس على مشاريع النصوص القانونية والاتفاق الدولي التالي بيانها : مشاريع قوانين :

1. 43-15 يقضي بالمصادقة على المرسوم بقانون رقم 2-15-260 بتغيير وتنظيم
9-97

المصادقة عليه

2. 106-12 بتغيير وتنظيم القانون رقم 18-00 المتعلق بنظام الملكية المشتركة
للعقارات المبنية.

المصادقة عليه مع الأخذ بعين الاعتبار الملاحظات المثارة بشأنه بعد دراستها

مشاريع مراسيم :

1. 2-15-293 بتنظيم المرسوم رقم 02-96-804 11 1417
الأساسي الخاص بهيئة الأساتذة الباحثين بمؤسسات تكوين الأطر
(19 فبراير 1997) العليا.

تقرر تأجيل دراسة هذا المشروع إلى اجتماع مقبل لمجلس الحكومة

2. 2-14-553 بتطبيق القانون رقم 05-12 المتعلق بتنظيم مهنة المرشد السياحي.

المصادقة عليه

_____ :

✓ مذكرة تفاهم في مجال الملاحة التجارية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا، موقعة
12 فبراير 2015.

- 39-15 يوافق بموجبه على مذكرة التفاهم المذكورة أعلاه.

المصادقة عليهما

II. تطبيقاً لأحكام الفصل 92 تعيين في مناصب عليا. ويتعلق

:

1. مدير التعليم العالي والتنمية البيداغوجية بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر،

2. عميد كلية العلوم بالرباط –

3. مدير الإحصاء بالمندوبية السامية للتخطيط.

Conseil de gouvernement du 18 Juin 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_18.06.2015_Ar.pdf

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 1436 (18 يونيو 2015)

المجلس مشاريع النصوص القانونية والاتفاقية الدولية التالي بيانها :

_____ :

1. 94-12 يتعلق بالمباني الآيلة للسقوط وتنظيم عمليات التجديد الحضري.

تمت المصادقة على هذا المشروع مع الأخذ بعين ا
بعض السادة الوزراء، والتي ستعرض على لجنة وزارية للبت فيها

مشاريع مراسيم :

1. 108-15-2 بتغيير وتنظيم المرسوم رقم 863-75-2 بتاريخ 11 1397
(فاتح فبراير 1977) بتطبيق الفصل 51 من الظهير الشريف رقم 1-75-453 25
1396 (17 1976) بمثابة قانون يتعلق بإحداث هيئة للصيادلة.

المصادقة عليه

2. 13-15-2 بتغيير وتنظيم المرسوم رقم 892-04-2 25
1427 (24 فبراير 2006) بمنح إعانات مالية لقدماء المقاومين وأعضاء جيش التحرير وذوي حقوقهم.

المصادقة عليه

ية دولي :

✓ ية المعهد الدولي لتوحيد القانون الخاص (يونيدروا) بشأن الممتلكات الثقافية المسروقة أو
المصدرة بطرق غير مشروعة، المعتمدة من قبل المؤتمر الدبلوماسي المنعقد بروما من 7 24
يونيو 1995.

- 15-42 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.

المصادقة عليهما

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة
المنعقد بتاريخ 8
1436 (25 يونيو 2015)

I. المجلس مشاريع النصوص القانونية التالي بيانها :

مشاريع قوانين :

1. 40-13 بمثابة مدونة الطيد .
2. تمت المصادقة على هذا المشروع مع الأخذ بعين الاعتبار الملاحظات المثارة بشأنه
30-15 يتعلق بسلامة السدود.

تمت المصادقة على هذا المشروع

مشاريع مراسيم :

1. 2-15-450 في شأن مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية وكذا في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية المشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
تمت المصادقة على هذا المشروع مع الأخذ بعين الاعتبار الملاحظة المثارة بشأنه
2. 2-15-451 بتحديد الآجال والشكليات المتعلقة باستعمال مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية وكذا في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية المشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
تمت المصادقة على هذا المشروع
3. 2-15-452 بتحديد سقف المصاريف الانتخابية للمرشحين بمناسبة الحملات الانتخابية برسم انتخاب أعضاء مجلس المستشارين وأعضاء مجالس الجهات وأعضاء مجالس العمالات والأقاليم وأعضاء مجالس الجماعات والمقاطعات.
تمت المصادقة على هذا المشروع
4. 2-15-453 يتعلق بالأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية بمناسبة انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
تمت المصادقة على هـ
5. 2-15-454 يتعلق بتحديد شكل ومضمون ورقة التصويت الفريدة لانتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
تمت المصادقة على هذا المشروع

II. تطبيقاً لأحكام الفصل 92 من الدستور، وافق المجلس على مقترحات التعيين في مناصب عليا، ويتعلق

:

1. مدير الشؤون الإدارية والموارد البشرية بوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني – قطاع التكوين المهني ،
2. مديرة التنسيق البيداغوجي والقطاع الخاص بوزارة التربية الوطنية والتكوين المهني – قطاع التكوين المهني ،
3. مديرة نظم المعلومات بالوزارة المنتدبة لدى رئيس الحكومة المكلفة بالوظيفة العمومية وتحديث
4. مدير العلاقات مع المجتمع المدني بالوزارة المكلفة بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني ،
5. مدير المعهد العالي للمهن التمريضية وتقنيات الصحة بالرباط ،
6. مدير المعهد العالي للمهن التمريضية وتقنيات الصحة بالدار البيضاء ،
7. مدير المعهد العالي للمهن التمريضية وتقنيات الصحة بأكادير.

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- **Journal Officiel de la République Française**

- **Protection des installations civiles abritant des matières nucléaires**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150603&numTexte=1&pageDebut=09130&pageFin=09131

LOI n° 2015-588 du 2 juin 2015 relative au renforcement de la protection des installations civiles abritant des matières nucléaires (JORF n°0126 du 3 juin 2015 page 9130 texte n° 1).

- **Modalités de remboursement des cotisations versées par ces fonctionnaires au régime spécial de retraite français durant leur période de détachement à l'étranger**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150610&numTexte=31&pageDebut=&pageFin=

Décret n° 2015-640 du 8 juin 2015 relatif au remboursement des cotisations de retraite versées par des fonctionnaires, des magistrats ou des militaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international (JORF n°0132 du 10 juin 2015 page texte n° 31).

- **Création d'un dispositif d'aides destinées aux artistes, compagnies et ensembles professionnels agissant dans les domaines du spectacle vivant**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150610&numTexte=33&pageDebut=09546&pageFin=09548

Décret n° 2015-641 du 8 juin 2015 relatif à l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant (JORF n°0132 du 10 juin 2015 page 9546 texte n° 33).

- **Accès des agents du CNAPS et des agents de préfecture investis de mission de police administrative au traitement d'antécédents judiciaires ; accès des agents du CNAPS² au fichier des personnes recherchées**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150612&numTexte=22&pageDebut=09711&pageFin=09711

Décret n° 2015-648 du 10 juin 2015 relatif à l'accès au traitement d'antécédents judiciaires et au fichier des personnes recherchées (JORF n°0134 du 12 juin 2015 page 9711 texte n° 22).

- **Simplification du traitement des litiges en matière sportive**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150612&numTexte=32&pageDebut=09715&pageFin=09715

Décret n° 2015-651 du 10 juin 2015 relatif au traitement des litiges en matière sportive (JORF n°0134 du 12 juin 2015 page 9715 texte n° 32).

- **Définition des établissements assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150613&numTexte=13&pageDebut=09778&pageFin=09779

Décret n° 2015-655 du 10 juin 2015 relatif aux établissements assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en application des articles L. 5212-2 et L. 5212-3 du code du travail (JORF n°0135 du 13 juin 2015 page 9778 texte n° 13).

- **Création du service à compétence nationale « ressources humaines civiles »**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150618&numTexte=27&pageDebut=&pageFin=

Décret n° 2015-675 du 16 juin 2015 portant création du service des ressources humaines civiles (JORF n°0139 du 18 juin 2015 page texte n° 27).

² Le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) est un établissement public administratif placé sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Il est chargé de l'agrément, du contrôle et du conseil des professions de sécurité privées.
<http://www.cnaps-securite.fr/>

- **Amélioration du fonctionnement de l'indemnisation des parties civiles et de la gestion des comptes nominatifs des personnes détenues**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150620&numTexte=3&pageDebut=10145&pageFin=10146

Décret n° 2015-689 du 18 juin 2015 relatif à la gestion des comptes nominatifs des personnes détenues et à la mise à disposition des sommes y figurant (JORF n°0141 du 20 juin 2015 page 10145 texte n° 3).

- **Indemnisation par l'Etat des collectivités territoriales touchées par des événements climatiques ou géologiques**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150620&numTexte=11&pageDebut=10152&pageFin=10154

Décret n° 2015-693 du 18 juin 2015 relatif à l'indemnisation des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (JORF n°0141 du 20 juin 2015 page 10152 texte n° 11).

- **Violation de domicile**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150625&numTexte=1&pageDebut=10410&pageFin=10410

LOI n° 2015-714 du 24 juin 2015 tendant à préciser l'infraction de violation de domicile (JORF n°0145 du 25 juin 2015 page 10410 texte n° 1).

- **Lutte contre l'insécurité routière due au port à l'oreille de dispositifs sonores et à l'alcool**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150627&numTexte=14&pageDebut=10882&pageFin=10883

Décret n° 2015-743 du 24 juin 2015 relatif à la lutte contre l'insécurité routière (JORF n°0147 du 27 juin 2015 page 10882 texte n° 14).

- **Procédure administrative, droit des étrangers**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150628&numTexte=22&pageDebut=10941&pageFin=10942

Décret n° 2015-754 du 24 juin 2015 relatif à l'allocation temporaire d'attente (JORF n°0148 du 28 juin 2015 page 10941 texte n° 22).

- **Elaboration d'un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans les collectivités territoriales, préalablement à la préparation de leur budget**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150628&numTexte=31&pageDebut=10947&pageFin=10949

Décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales (JORF n°0148 du 28 juin 2015 page 10947 texte n° 31).

- **Obligation d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des agents commerciaux habilités par le titulaire de la carte professionnelle à exercer certaines activités dans le domaine immobilier**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=39&pageDebut=11016&pageFin=11017

Décret n° 2015-764 du 29 juin 2015 relatif à l'obligation d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des agents commerciaux immobiliers (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11016 texte n° 39).

- **Interdiction de fumer dans les aires collectives de jeux**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=49&pageDebut=11023&pageFin=11023

Décret n° 2015-768 du 29 juin 2015 relatif à l'interdiction de fumer dans les aires collectives de jeux (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11023 texte n° 49).

- **Modalités d'adhésion volontaire à l'assurance volontaire vieillesse des régimes de travailleurs non salariés**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=50&pageDebut=11023&pageFin=11025

Décret n° 2015-769 du 29 juin 2015 relatif à l'assurance volontaire vieillesse des travailleurs non salariés (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11023 texte n° 50).

- **Détermination des modalités de mise en œuvre du tiers payant pour les bénéficiaires de l'ACS³, lorsque le professionnel de santé souhaite avoir un interlocuteur unique, et actualisation de ces modalités pour les bénéficiaires de la CMU-c⁴.**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=51&pageDebut=11025&pageFin=11027

Décret n° 2015-770 du 29 juin 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre du tiers payant pour les bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire et de l'aide au paiement d'une assurance complémentaire de santé (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11025 texte n° 51).

- **Modalités de transfert du congé de maternité au père en cas de décès de la mère**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=52&pageDebut=11027&pageFin=11028

Décret n° 2015-771 du 29 juin 2015 fixant les modalités de bénéfice par le père, le conjoint de la mère ou la personne liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle, de l'indemnisation due à la mère au titre du régime d'assurance maternité (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11027 texte n° 52).

- **Conditions et modalités de versement pour la retraite ouvert à certains enfants de harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives et assimilés**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=53&pageDebut=11028&pageFin=11029

Décret n° 2015-772 du 29 juin 2015 relatif au versement pour la retraite ouvert à certains enfants de harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives et assimilés (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11028 texte n° 53).

- **Création d'une aide en faveur des très petites entreprises embauchant des jeunes apprentis**

Source : http://legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150630&numTexte=64&pageDebut=11035&pageFin=11036

Décret n° 2015-773 du 29 juin 2015 portant création d'une aide en faveur des très petites entreprises embauchant des jeunes apprentis (JORF n°0149 du 30 juin 2015 page 11035 texte n° 64).

³ Assurance Complémentaire de Santé

⁴ Couverture Maladie Universelle Complémentaire

III- Publications officielles*

• Rapports annuels d'activité

- **Canada – Ontario – Rapport annuel du Bureau de l'Ombudsman des Vétérans⁵ 2013-2014**

Source : <http://www.ombudsman-veterans.gc.ca/pdfs/reports/annual-annuel-2013-2014-fra.pdf> (page consultée le 23 Juin 2015)

Présentation

Ce rapport constitue le quatrième rapport annuel de M. Guy Parent, nommé Ombudsman des Vétérans en 2010, et le sixième rapport produit depuis la création du BOV en 2007. Ayant pour titre « Réclamer des améliorations pour les vétérans », il résume « les activités et les opérations majeures menées par le personnel dévoué du Bureau de l'ombudsman des vétérans entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014. De plus, il présente les enjeux sur lesquels nous nous pencherons en 2014-2015 ». affirme M. Guy Parent.

En effet, l'année écoulée a connu un certain nombre de réalisations en l'occurrence l'élargissement de l'examen de la Nouvelle Charte des Anciens Combattants (NCAC), l'analyse approfondie d'une série d'enjeux essentiels, dont les résultats ont fait l'objet de six examens et rapports ainsi que le renforcement de son dialogue avec la communauté des vétérans.

En ce qui concerne l'année à venir, le Bureau de l'Ombudsman des Vétérans se concentrera sur les problèmes liés à la transition et travaillera en étroite collaboration avec le bureau de l'Ombudsman de la Défense Nationale et des Forces Canadiennes. Il compte également publier un rapport sur l'allocation pour déficience permanente et le supplément à l'allocation pour déficience permanente prévus par la NCAC, et un document de suivi de l'étude de 2012 intitulée « Le droit des vétérans à un processus décisionnel équitable : une analyse des décisions des cours fédérales relatives au Tribunal des anciens combattants (révision et appel) ». Le dialogue avec les vétérans et leurs familles demeurera toujours présent parmi les activités du BOV.

Dans 38 pages, ce rapport détaille les points suivants :

❖ À propos du Bureau

- ✓ Vue d'ensemble
- ✓ Notre mandat

⁵Un vétéran, dans le sens militaire, est un combattant expérimenté revenu vivant d'une guerre ; on parle également d'ancien combattant si certaines conditions sont remplies.

<https://fr.wikipedia.org/wiki/V%C3%A9t%C3%A9ran>

- ✓ Notre énoncé de vision
- ✓ Notre énoncé de mission
- ✓ Les gens que nous servons
- ✓ Nos services
- ✓ Structure du Bureau
 - Notre organigramme

❖ Bilan de l'exercice

- ✓ Communications avec le BOV
- ✓ Dossiers individuels, par province
- ✓ Enjeux les plus communs
- ✓ Sensibilisation
 - Faits et statistiques
- ✓ Nos interventions avec des vétérans
- ✓ Intervention stratégique
- ✓ Une voix commune au sein de la communauté des vétérans

❖ L'année à venir

❖ Annexes

- ✓ Annexe A – Rapport financier
- ✓ Annexe B – Liste des rapports publiés en 2013-2014

• **Canada – Rapport annuel du Bureau de l'Enquêteur Correctionnel 2013-2014, Juin 2014**

Source : <http://www.oci-bec.gc.ca/cnt/rpt/pdf/annrpt/annrpt20132014-fra.pdf>

Présentation

Cette publication constitue le quarante et unième rapport annuel de l'Enquêteur correctionnel du Canada. Servant d'Ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale, l'Enquêteur correctionnel, M. Howard Sapers poursuit son travail de contribution au traitement sécuritaire et humain des détenus, à la réinsertion sociale en temps opportun et à l'amélioration des résultats correctionnels. Comparé à un véritable baromètre social, le milieu carcéral connaît selon M. Howard Sapers une augmentation sur tous les niveaux : taille, complexité et diversité.

Dans le présent rapport annuel, « une attention particulière a été accordée à la réinsertion sociale en temps opportun et en toute sécurité des délinquants...À ma connaissance, une des meilleures façons d'y arriver est de recourir à l'incarcération seulement lorsque cela est nécessaire, de veiller à ce que les détenus soient dûment

préparés à retourner dans la collectivité, qu'ils ne soient pas aigris de leur expérience et qu'ils soient en bonne santé mentale au moment de leur mise en liberté. Il faut également veiller à ce qu'ils soient prêts et aptes à participer à la société de manière constructive et à être respectueux des lois ». Affirme M. l'Enquêteur correctionnel.

Dans environ 80 pages, et outre les annexes renfermant des informations d'importance significative, ce document détaille les éléments suivants :

- ❖ Message de l'Enquêteur correctionnel
- ❖ Mission et mandat
- ❖ Message du directeur exécutif
- ❖ Attention particulière accordée à la réinsertion sociale en temps opportun et en toute sécurité
- ❖ Enquête sur les centres correctionnels communautaires
 - ✓ Accès aux soins de santé
 - ✓ Décès en établissement
 - ✓ Conditions de détention
 - ✓ Services correctionnels pour les Autochtones
 - ✓ Femmes purgeant une peine de ressort fédéral
- ❖ Vision de l'enquêteur correctionnel pour 2014-2015
- ❖ Prix Ed Mc Isaac pour la promotion des droits de la personne dans le système correctionnel.

● Rapport thématique

- **Rapport du Défenseur des Droits au Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unies, 27 février 2015**

Source : http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport_enfants-onu_web_a.pdf

Présentation

Ce rapport, le premier du Défenseur des Droits et le troisième depuis la création de l'Institution du Défenseur des Enfants en 2000, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre par la France de la Convention internationale des droits de l'enfant. Sa présentation coïncide avec la célébration du 25^e anniversaire de l'adoption par les Nations Unies de la Convention des droits de l'enfant, le 20 novembre 1989, et de sa ratification par la France en 1990.

En ce qui concerne le constat dressé par l'Institution, il est marqué selon M. Jacques TOUBON, Le Défenseur des Droits, et Mme Geneviève AVENARD, La Défenseure des enfants par la persistance d'une certaine méconnaissance globale de la Convention, d'une

insuffisante prise en compte de ses principes fondamentaux dans les politiques publiques et les pratiques outre le fait que cette méconnaissance s'accompagne encore d'une défiance à l'égard de la notion centrale de « l'intérêt supérieur de l'enfant ».

Ainsi et pour une meilleure application de la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide), le Défenseur des Droits formule, dans ce rapport, 128 recommandations.

Dans 150 pages, les points abordés sont les suivants :

- ❖ Mesures d'application générale
 - ✓ Législation – Applicabilité directe de la Convention
 - ✓ Stratégie et coordination nationale pour les enfants
 - ✓ Mécanisme indépendant de suivi
 - ✓ Collecte de données
 - ✓ Diffusion de la Convention, formation et sensibilisation
- ❖ Principes généraux
 - ✓ Non-discrimination
 - ✓ Respect de l'opinion de l'enfant
- ❖ Libertés et droits civils
 - ✓ Enregistrement des naissances, état civil et identité
 - ✓ Liberté d'expression
 - ✓ Liberté d'association
 - ✓ Protection de la vie privée et de l'image
 - ✓ Protection contre les matériels préjudiciables au bien-être de l'enfant
 - ✓ Droit de ne pas être soumis à la torture ou autres traitements inhumains ou dégradants ou toute autre forme de violence
- ❖ Milieu familial et protection de remplacement
 - ✓ Milieu familial : le maintien des liens entre parents et enfants
 - ✓ Enfants privés du milieu familial : les enfants faisant l'objet d'une mesure de protection de l'enfance
 - ✓ Adoption nationale et internationale
 - ✓ Protection contre la maltraitance et la négligence
- ❖ Santé et bien-être
 - ✓ Santé et services de santé
 - ✓ Santé des adolescents
 - ✓ Le niveau de vie des enfants

- ❖ Éducation, loisirs et activités culturelles
 - ✓ Droit à l'éducation, la formation et l'orientation professionnelle
 - ✓ Activités récréatives, culturelles et artistiques
- ❖ Mesures spéciales de protection
 - ✓ Enfants demandeurs d'asile, enfants migrants, enfants non accompagnés
 - ✓ Prostitution et traite des enfants
 - ✓ Justice des mineurs
 - ✓ Protection des enfants victimes ou témoins d'infraction
- ❖ Ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

• Enquêtes

- **Évaluation comparative des diplômes : le Ministère de l'Immigration doit retourner les documents originaux**, enquête publiée par le Protecteur du Citoyen le 8 juin 2015

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/retourner-documents-originaux>

Présentation

Une dame effectuant des démarches auprès du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, dans le but d'obtenir une évaluation comparative des études effectuées hors du Québec, interpelle le Protecteur du citoyen pour que le Ministère lui retourne ses documents originaux

La vérification demandée par le Protecteur du citoyen a permis de constater qu'il y avait effectivement des diplômes originaux joints au dossier de la dame. Sans tarder, le Ministère les lui a donc renvoyés par courrier recommandé.

- **SAAQ : pas de taxes à payer lors d'un don de véhicule à un proche parent**, enquête publiée par le Protecteur du Citoyen le 15 Juin 2015

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/taxes-don-de-vehicule>

Présentation

Une citoyenne, qui a fait don de sa voiture à son petit-fils, communique avec le Protecteur du citoyen parce que la **Société de l'assurance automobile du Québec** (SAAQ) lui a réclamé des taxes sur ce don.

La plainte de la citoyenne est fondée. Toutefois, comme la SAAQ l'avait bien informée au sujet de la possibilité d'un remboursement auprès de Revenu Québec, le Protecteur du Citoyen n'est pas intervenu davantage et a réitéré à la dame la façon de procéder pour demander le remboursement. Il l'a par ailleurs invitée à communiquer de

nouveau avec lui si jamais elle n'obtenait pas son remboursement de la part de Revenu Québec.

- **Centre local d'emploi : accompagner le citoyen jusqu'au bout**, enquête publiée par le Protecteur du Citoyen le 22 Juin 2015
Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/centre-local-emploi-accompagnement-citoyen>

Présentation

Un citoyen atteint d'un handicap physique, prestataire de l'aide financière de dernier recours, se plaint de la qualité du service d'un Centre local d'emploi (CLE) dans le cadre de ses démarches pour intégrer le marché du travail.

Le citoyen n'est pas prestataire de l'aide sociale par choix : il aimerait intégrer le marché du travail, mais n'y parvient pas. Le Protecteur du Citoyen a donc recommandé au CLE d'accorder le barème de « contrainte sévère à l'emploi » au Citoyen, ce qui aurait pour effet d'augmenter sa prestation afin de mieux répondre à ses besoins de base compte tenu de sa condition. Le CLE a accepté cette recommandation en admettant qu'il est de sa responsabilité de faire le pont entre le volet emploi et le volet aide financière dans un cas comme celui-ci.

* Présentations établies par l'équipe de veille.

IV- Veille jurisprudentielle

• Jurisprudence administrative marocaine

• Thématique : Recours en annulation =

2012 الصادر بتاريخ 22 166

2010/1/4/1275

Source : <http://www.alkanounia.com-2012-22-166-2010-1-4-1275-j95.html>

– العلم اليقيني –

إن أجل الطعن في القرار الإداري هو ستون يوما يبتدئ من نشر أو تبليغ القرار المطلوب إلغاؤه إلى المعني بالأمر أو من تاريخ علمه به علما يقينيا، فالرسائل المتبادلة بين الطاعن والإدارة والمتضمنة للوقائع المتعلقة بموضوع النزاع كلها وثائق تفيد بشكل قاطع العلم اليقيني بالقرار المطعون فيه وبفحواه ومضمونه، مما يجعل الطعن المقدم ضده بعد فوات الأجل غير مقبول، وكذلك الطعن في قرار الرفض الضمني ما دام لم يقدم داخل أجل الستين يوما الموالية لانقضاء الأجل المخول للإدارة

2012 الصادر بتاريخ 22 161

2011/2/4/852

Source : <http://www.alkanounia.com-2012-22-161-2011-2-4-852-j79.html>

يل.

إذا كان من سلطة الإدارة إعفاء الموظف المتمرن سواء بعد عرضه على المجلس التأديبي أو بدونه، فإن هذا الإعفاء يجب أن يكون له سبب من الواقع أو القانون وأن يكون هذا السبب قائما وصحيحا. إفصاح الإدارة عن السبب الذي دفعها لاتخاذ قرار إعفاء الموظف، يخرج قرارها المطعون فيه من دائرة القرارات التي لا يمكن الإفصاح عن سببها بدعوى مساسها بالأمن الداخلي والخارجي للدولة، وبالتالي تصبح ملزمة ليس فقط بإظهار السبب وإنما أيضا بإثباته وهو ما لم تقم به.

2010/1/4/763

بتاريخ 23 فبراير 2012

Source : <http://www.alkanounia.com-بتاريخ-23-فبراير-2012-107-2010-1-4-763-j100.html>

:

تسوية الوضعية الإدارية – تغيير وضعية الإلحاق – تسمية الموظف الملحق في منصب وظيفي جديد
– – – 23 من قانون المحاكم الإدارية.

الموظف الملحق لا يعد في وضعية إلحاق بعد أن تتم تسميته في منصب وظيفي جديد بالإدارة الملحق بها بموجب قرار الوزير الذي تنتمي الإدارة إلى وزارته. لا يعتد بدفع الإدارة كون الموظف وضعية الإلحاق إلا إذا أثبتت صدور قرارات بتجديد الإلحاق وفق الشكليات القانونية. تسوية وضعية الموظفين ولئن كانت تخضع لأجل الطعن موضوع المادة 23 متى كان في البث فيها مساس بقرار تحصن وأنتج أثره، فإنه إذا لم يكن هناك مساس بأي قرار فإنه لا مجال للتم المذكور، وأن حالة المساس بقرار الوزير الأول غير قائمة في نازلة الحال باعتبار أن الحق الناتج عن توظيف المطلوب كأستاذ للتعليم العالي جاء لاحقا لقرار الوزير الأول، وبالتالي نشأت عنه وضعية قانونية لا علاقة لها بتلك الناتجة عن تجديد الإلحاق.

46 الصادر بتاريخ 20 يناير 2011

• عدم تنفيذ :

1450/4/1/2010

Source : <http://www.alkanounia.com-بتاريخ-20-يناير-2011-46-1450-4-1-2010-j219.html>

:

- عدم تنفيذ حكم -

إذا كان الطعن في قرار المحافظ برفض تسجيل حق عيني لعدم صحة الطلب أو عدم كفاية اختصاص المحكمة الابتدائية، فإن رفض المحافظ نقل الحقوق المشاعة في العقار تنفيذا لحكم قضائي بتذييل عقد توثيقي بالصيغة التنفيذية يعتبر قرارا إداريا قابلا للطعن فيه بالإلغاء أمام القضاء الإداري.

253 الصادر بتاريخ 1 أبريل 2009

:

1426/ 2006/1/4

Source : <http://www.alkanounia.com-بتاريخ-1-أبريل-2009-253-1426--1-2006--1426-j242.html>

:

لا يقبل طلب دعوى الإلغاء الهادف إلى إلغاء قرار إداري إذا كان بإمكان المعني بالأمر أن يطالب بما يدعيه من حقوق عن طريق الطعن العادي أمام القضاء الشامل. والقرار المطعون فيه لما قضى بإبطال قرار الفسخ غير المستند على عدم المشروعية وإنما على العقد المبرم بين الطرفين يكون

• Jurisprudence administrative étrangère

• République Française : Décisions du Conseil d'Etat

- **Nature et environnement : installations classées pour la protection de l'environnement : cas où le juge annule un refus d'autorisation et délivre lui-même l'autorisation, Conseil d'État, 6ème / 1ère SSR, 29/05/2015, 381560, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030649710&fastReqId=530828558&fastPos=2>

Résumé : 44-02-04-01 1) Lorsque le juge administratif annule un refus d'autoriser une installation classée (IPCE) et accorde lui-même l'autorisation aux conditions qu'il fixe ou, le cas échéant, en renvoyant le bénéficiaire devant le préfet pour la fixation de ces conditions, la voie de la tierce opposition est ouverte contre cette décision.... „, Afin de garantir le caractère effectif du droit au recours des tiers en matière d'environnement et eu égard aux effets sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement de la décision juridictionnelle délivrant une autorisation d'exploiter, la voie de la tierce opposition est, dans cette configuration particulière, ouverte aux tiers qui justifieraient d'un intérêt suffisant pour demander l'annulation de la décision administrative d'autorisation, sans qu'ils aient à justifier d'un droit lésé. Le tiers peut invoquer à l'appui de sa tierce opposition tout moyen...,,2) En vue de garantir la sécurité juridique du bénéficiaire de l'autorisation, il est loisible au juge, lorsqu'il délivre une autorisation d'exploiter une installation classée, d'ordonner dans son jugement la mise en œuvre des mesures de publicité prévues par le I de l'article R. 512-39 du code de l'environnement. Le préfet peut également décider la mise en œuvre de ces mesures portant sur une autorisation délivrée par le juge administratif. Lorsque la publicité prescrite par le juge ou ordonnée par le préfet a été assurée, les tiers ne sont plus recevables à former tierce opposition au jugement après écoulement des délais prévus par les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement.

- **Contributions et taxes : taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructibles : opposabilité uniquement si la date à laquelle le contribuable doit déposer sa déclaration et acquitter la taxe est postérieure à l'édiction de l'instruction, Conseil d'État, 8ème / 3ème SSR, 27/05/2015, 371675**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030642937&fastReqId=530828558&fastPos=5>

Résumé : 19-01-01-03 Un requérant ne peut se prévaloir, sur le fondement du second alinéa de l'article L. 80 A du livre des procédures fiscales, de l'instruction n° 8 M 3 07 du 28 novembre 2007 relative à la taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructibles si la date à laquelle il devait déposer sa déclaration et acquitter la

taxe selon les modalités prévues aux IV et V de l'article 1529 du code général des impôts était antérieure à cette instruction.

- **Élections et référendum : annulation pour irrégularité d'un jugement sur appel d'un seul demandeur : juge saisi de l'ensemble des protestations jointes par le premier juge, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 27/05/2015, 382165**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030646499&fastReqId=530828558&fastPos=8>

Résumé : 28-08-05 Après avoir annulé un jugement pour irrégularité sur l'appel d'un seul des demandeurs de première instance, le juge de l'élection se trouve saisi de l'ensemble des protestations présentées devant le tribunal administratif.

- **Élections et référendum : pouvoir du juge de l'élection de déclarer inéligible le candidat qui a accompli des manœuvres frauduleuses ayant eu pour objet ou pour effet de porter atteinte à la sincérité du scrutin, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 27/05/2015, 382162, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030642955&fastReqId=530828558&fastPos=12>

Résumé : 28-08-05-04-03 1) Il résulte de l'article L. 118-4 du code électoral que, régulièrement saisi d'un grief tiré de l'existence de manœuvres le conduisant à remettre en cause les résultats proclamés, le juge de l'élection peut prononcer la sanction d'inéligibilité si ces manœuvres présentent un caractère frauduleux, s'il est établi qu'elles ont eu pour objet ou pour effet de porter atteinte à la sincérité du scrutin et qu'elles ont été accomplies par l'un au moins des candidats dont l'élection est ainsi annulée.... ,2) Le juge pouvant, le cas échéant, prononcer cette sanction d'office et après avoir, dans cette hypothèse, recueilli les observations des candidats concernés, de telles conclusions présentées pour la première fois en appel sont recevables, dès lors que le grief tiré de l'existence de manœuvres frauduleuses a été soulevé dans le délai de recours contentieux et que l'annulation de l'élection du candidat dont la déclaration d'inéligibilité est demandée est prononcée ou confirmée en appel.

- **Responsabilité de la puissance publique : qualité de chaque héritier pour introduire une action au bénéfice de la succession, Conseil d'État, 5ème / 4ème SSR, 27/05/2015, 368440**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030642931&fastReqId=530828558&fastPos=18>

Résumé : 54-01-05 Recours mettant en cause la responsabilité pour faute d'un établissement hospitalier introduit par certains des héritiers de la victime qui est décédée. En application de l'article 724 du code civil, le droit à réparation d'un dommage est transmis aux héritiers même si la victime décède avant d'avoir introduit une action en

réparation. Chaque héritier a dès lors qualité, le cas échéant sans le concours des autres indivisaires, pour exercer l'action indemnitaire tendant à obtenir, au bénéfice de la succession, la réparation du préjudice subi. Le juge du fond doit dès lors condamner l'établissement à réparer l'ensemble du préjudice au bénéfice de la succession et non à payer une somme correspondant à la part du requérant dans les droits de succession.

- **Fonctionnaires et agents publics : recours juridictionnel d'un syndicat de magistrats : modalités d'appréciation de l'intérêt pour agir, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 27/05/2015, 388705, Publié au recueil Lebon**
Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030642969&fastReqId=530828558&fastPos=30>

Résumé : 36-07-09 1) Un syndicat défendant les intérêts collectifs des magistrats judiciaires, dont l'objet est régi par les dispositions de l'article L. 2131-1 du code du travail applicables aux syndicats professionnels, ne saurait utilement se prévaloir des termes généraux de ses statuts relatifs à la défense des libertés et des principes démocratiques pour justifier d'un intérêt lui donnant qualité pour demander l'annulation d'un acte administratif susceptible, selon lui, de porter atteinte aux libertés et principes démocratiques.,.,2) L'intérêt pour agir s'appréciant au regard des conclusions présentées par le requérant et non des moyens invoqués à leur soutien, ce même syndicat ne justifie pas d'un intérêt lui donnant qualité pour demander l'annulation de dispositions relatives à la mise en œuvre, par les autorités administratives, de la mesure d'interdiction de sortie du territoire, qui ne sont pas de nature à affecter les conditions d'emploi et de travail des magistrats judiciaires dont il défend les intérêts collectifs et ne portent par elles-mêmes aucune atteinte à leurs droits et prérogatives. Est sans incidence à cet égard la circonstance que le requérant entend se prévaloir, à l'encontre des dispositions attaquées, par la voie d'une question prioritaire de constitutionnalité, de ce que les dispositions législatives qui sont la base légale des dispositions litigieuses méconnaîtraient, selon lui, le rôle dévolu à l'autorité judiciaire par la Constitution.

- **Responsabilité de la puissance publique : possibilité d'indemniser un préjudice moral distinct des souffrances physiques et du déficit fonctionnel temporaire, Conseil d'État, 5ème / 4ème SSR, 27/05/2015, 371697**
Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030642938&fastReqId=530828558&fastPos=31>

Résumé : 54-07-03 Personne ayant subi une contamination à l'hépatite C d'origine transfusionnelle dont elle a guéri.... ,1) Condamnation en première instance de l'ONIAM à payer 15 000 euros au titre de la réparation du préjudice. Dès lors que l'ONIAM demandait en appel que l'indemnité accordée soit ramenée à 3 900 euros, la cour administrative d'appel est allée au-delà des conclusions dont elle était saisie en fixant le montant de cette indemnité à 3 000 euros.... ,2) Préjudices extrapatrimoniaux. Possibilité d'indemniser un préjudice moral distinct de l'indemnisation des souffrances physiques et du déficit fonctionnel temporaire qui a entraîné divers troubles dans les

conditions d'existence. En l'espèce, la victime a pu légitimement éprouver des inquiétudes du fait de sa contamination par la maladie qui avait été diagnostiquée et des conséquences graves qui pouvaient en résulter de la date de la révélation de sa contamination jusqu'à la date du constat de sa guérison.

- **Fonctionnaires et agents publics : recrutements réservés aux agents non titulaires : conditions de diplôme pour l'accès au cadre d'emploi, Conseil d'État, 3ème et 8ème sous-sections réunies, 15/06/2015, 388747**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030742903&fastReqId=1534027707&fastPos=111>

Résumé : 36-03 Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 ouvrant aux agents non titulaires pendant quatre ans, pour l'accès à la fonction publique territoriale, des modes de recrutements réservés valorisant les acquis professionnels, par la voie, notamment, de sélections professionnelles ou de concours réservés. Recrutements réservés pour l'accès au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique.... ,1) Dès lors qu'elle ne résulte pas d'une disposition législative, mais des dispositions des décrets n° 91-857 des 2 septembre 1991 et n° 92-894 2 septembre 1992, le respect des conditions de diplômes auxquelles sont soumis les candidats au concours externe d'accès à ce cadre d'emplois dans les spécialités Musique, Art dramatique et Arts plastiques ne peut être exigé des agents non titulaires présentant leur candidature à un recrutement réservé par la voie de la sélection professionnelle organisée dans ces spécialités.,,,2) En revanche, les agents non titulaires présentant leur candidature à un recrutement réservé en qualité de professeur territorial d'enseignement artistique par la voie de la sélection professionnelle dans la spécialité Danse doivent respecter la condition de diplôme posée à l'article L. 362-1 du code de l'éducation.

- **République Française : Décision du Tribunal des Conflits**

- **Compétence : critère de détermination de l'ordre de juridiction compétent : réparation de dommages causés par un agent public, Tribunal des Conflits, , 15/06/2015, C4007, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030750127&fastReqId=1534027707&fastPos=105>

Résumé : 54-09-02 La réparation de dommages causés par un agent public peut être demandée au juge judiciaire lorsqu'ils trouvent leur origine dans une faute personnelle de cet agent, au juge administratif lorsqu'ils trouvent leur origine dans une faute non détachable du service ou encore à l'un et l'autre des deux ordres de juridiction lorsqu'ils trouvent leur origine dans une faute qui, bien que personnelle, n'est pas dépourvue de tout lien avec le service. Il en va ainsi indépendamment de la personne contre laquelle l'action est engagée. Il appartient seulement à la juridiction compétemment saisie de rejeter l'action portée devant elle si elle l'estime mal dirigée....

„La circonstance que deux actions tendant à la réparation de dommages causés par un agent public portées successivement devant les deux ordres de juridiction aient été dirigées contre deux personnes différentes, l'une contre le service, l'autre contre l'agent, ne fait pas obstacle à la reconnaissance d'une identité de litige pour l'application de l'article 32 du décret n° 2015-233 du 27 février 2015.

V- Dernières Parutions

• Nouveautés papier

• Livres

✓ Editions nationales

• التقييدات على الرسوم العقارية

Source : <http://www.darnachralmaarifa.com/index.php/ar/catalogue/sciences-juridiques/item/42-643>

• : عبد المجيد أسويق
• : 2028-5477
• : 978-9954-616-68-0
• رقم الإيداع القانوني : 2014MO3062
• : 192
• : 70,00 درهم



ن أهمية الموضوع المعالج تكمن في كون التقييد في الرسم العقاري يعطي الثقة للمالك وللغير أيضا من خلال حماية الحقوق المقيدة بالرسم العقاري ويمكن كل من له مصلحة في الاطلاع على الوضعية القانونية للعقار مما يؤثر بكيفية إيجابية على الاستثمار وتنشيط الحركة الاقتصادية المرتبطة بالاستثمار في الميدان العقاري.

إشكالية أساسية مفادها: "

14-07 أن يوفر حماية كافية للملكية

خلال التعديلات التي طالت ظهير التحفيظ العقاري

العقارية من خلال إلزامية التقييد بالرسم العقاري ؟ "

● المنازعات الإدارية على ضوء الاجتهاد القضائي *

Source : <http://www.marocdroit.com/%D9%85%D8%B4%D8%B1%D9%88%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%B4%D9%88%D8%B1%D8%A7>



- تنسيق : . يونس وحالو
- :
- تاريخ الإصدار : 2015
- فقه القضاء الإداري 2

* صدر هذا العدد تكريما للدكتور محمد الهيني

✓ Editions étrangères

- **Rapport sur le développement des modes amiables de règlement des différends**

Source : http://www.justice.gouv.fr/publication/2015_THEM_Rapport_definitif_reglement_conflits.pdf



- **Auteur : France. Inspection Générale des Services Judiciaires avec l'appui du Secrétariat Général à la Modernisation de l'Action Publique**

- **Date d'édition : Avril 2015**

Présentation de l'éditeur

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une mission d'évaluation des modes amiables de résolution des différends (MARD).

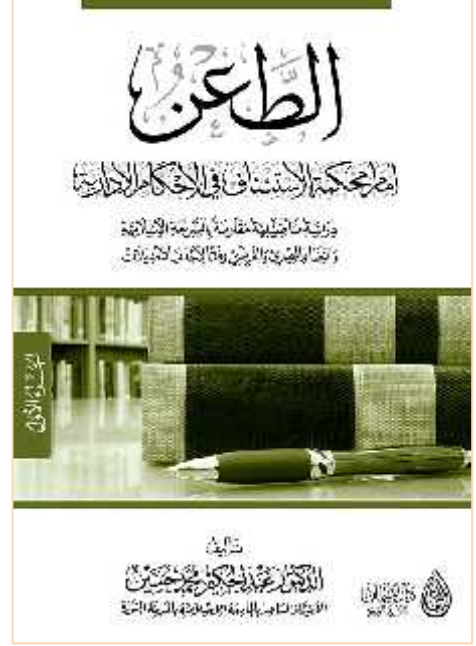
En effet, il « analyse dans une première partie les différences entre médiation et conciliation. Ces deux notions font l'objet, dans les deux parties suivantes, d'une analyse destinée notamment à identifier les principaux freins à leur développement (2 et 3). Les propositions et pistes d'évolution sont exposées dans la quatrième partie ».

في الأحكام الإدارية

دراسة تأصيلية مقارنة بالشريعة الإسلامية والنظام المصري والفرنسي وفقا لأحدث التعديلات

Source : http://www.daralmaiman.com/book_98

- : / عبد الحكيم محمد حسين
- : الميمان (الرياض)
- تاريخ الإصدار : 2014
- : 1398
- : 8-73-8100-603-978:




تقديم النا

يبين هذا الكتاب:

- ✓
- ✓ الأحكام القابلة وغير القابلة للطعن بالاستئناف
- ✓
- ✓ ميعاد الطعن بالاستئناف، وكيفية تقديم عريضة الطعن بالاستئناف.
- ✓ أطراف الطعن بالاستئناف، وهل يجوز تقديم الطعن بالاستئناف في مواجهة ا
- ✓ طعون الاستئناف من الشركات والهيئات العامة والمؤسسات العامة.
- ✓ كيفية صياغة عريضة الطعن بالاستئناف (فن الصياغة - محتويات العريضة - العريضة).
- ✓ المطاعن التي يمكن توجيهها من الطاعن إلى الحكم المطعون فيه.
- ✓ كيفية صياغة المذكرة الجوابية من
- ✓ الدفوع التي يمكن توجيهها إلى عريضة الاستئناف من المطعون ضده وكيفية إبدائها.
- ✓ تطور القضية في الاستئناف وسلطة المحكمة الاستئنافية في نظر قضية الاستئناف.

• السلطة التقديرية للقاضي الإداري: دراسة تأصيلية تطبيقية

Source : <https://twitter.com/daralmaiman/status/576032295938719745>



جديدنا
#معرض.الرياض.الدولي.للكتاب
(١٤٣٦هـ - ٢٠١٥م)

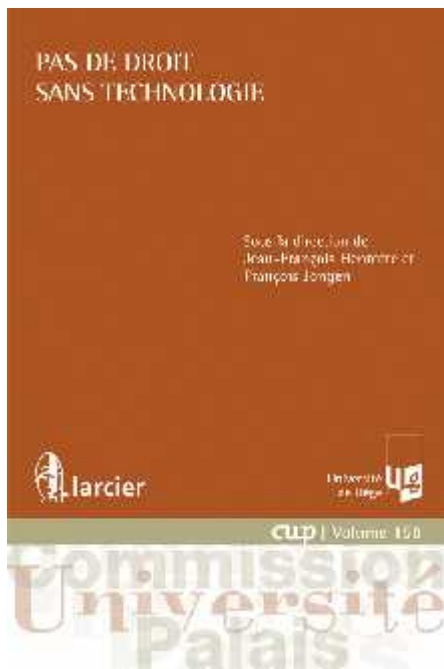
“ وتمثل السلطة التقديرية إحدى أهم الأدوات القضائية في هذا المجال؛ بوصفها وسيلة ذات طبيعة مرنة، يتمكن القاضي الإداري بواسطتها من مراعاة الاعتبارات المختلفة للمنازعات الإدارية؛ بما يعينه على تحقيق مبدأ المشروعية دون مساس بقيم العدالة وحتمية إنفاذها. “

دار الميمان
للدراسات والبحوث
@daralmaiman
info@daralmaiman.com
www.daralmaiman.com

- : وليد بن محمد بن صالح الصمغاني
- : دار الميمان (الرياض)
- تاريخ الإصدار: 2015

- **Pas de droit sans technologie**

Source : <http://editions-larcier.larciergroup.com/titres/132633/pas-de-droit-sans-technologie.html>



- **Auteur(s) Sous la direction de :**
Jean-François Henrotte, François Jongen
- **Editeur :** Larcier
- **Date de parution :** Juin 2015
- **ISBN-10 :** 2804475522
- **ISBN-13 :** 9782804475529
- **Nombre de pages :** 288

Présentation de l'éditeur

Ce livre permet de faire le point sur les derniers développements en matière de e-réputation (contours du droit à l'effacement), mais aussi d'incidence des technologies en droit du travail et en droit pénal (protection pénale des mineurs sur internet et collecte de preuves informatiques en matière pénale).

Jean-François Henrotte

Avocat, Directeur de la Revue du Droit des Technologies de l'Information, Directeur de la collection Lexing - Technologies avancées et Droit, Directeur de la JLMBi et membre du comité de rédaction de la JLMB, Assesseur juridique suppléant du Conseil provincial de Liège de l'Ordre des architectes.

François Jongen

Professeur à l'Université catholique de Louvain.

L'ouvrage rassemble les contributions de

Alexandre Cassart, Catherine Forget, Steve Gilson, Jean-François Henrotte, Hervé Jacquemin, François Jongen, Olivier Leroux, Karen Rosier et Serge Wynsdau.

- **Quelle protection des données personnelles en Europe ?**

Source : <http://editions-larcier.larciergroup.com/titres/132506/quelle-protection-des-donnees-personnelles-en-europe.html>



- **Auteur(s) : Sous la direction de Cécile Castets - Renard**
- **Préface de Alain Strowel**
- **Avant-propos de : Isabelle de Lamberterie**
- **Editeur : Larcier**
- **Date de parution : Juin 2015**
- **ISBN-10 : 2804476847**
- **ISBN-13 : 9782804476847**
- **Nombre de pages : 190**

Présentation de l'éditeur

La protection des données personnelles est garantie notamment en France par la loi du 6 janvier 1978 et dans l'Union européenne par la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995. Mais les législations nationales restent trop disparates en Europe et, dans un environnement de numérisation massive et systématique des données, ces textes s'avèrent au demeurant peu adaptés au fait que la donnée personnelle soit devenue une valeur monétisée par les géants américains de l'internet, au risque de porter atteinte aux libertés fondamentales des individus. La révision de la directive de 1995 est engagée par la proposition de règlement de la Commission européenne du 25 janvier 2012. Son adoption est devenue un enjeu politique et de sécurité majeur pour l'Europe.

Céline Castets - Renard

Professeur de droit privé, Chargé de Mission au Service des Relations Internationales, Université Toulouse Capitole, Co-directrice du Master 2 Droit et Informatique – Juristes du numérique.

Alain Strowel

Professeur ordinaire aux Facultés universitaires Saint-Louis et enseigne dans plusieurs Masters/LLM (Université de Liège, HogeschoolUniversiteit Brussel, Munich IntellectualProperty Law Centre, Maastricht University). Il est licencié en droit (1983), en philosophie (1985) et docteur en droit (1992) de l'Université Catholique de Louvain. Il est avocat au barreau de Bruxelles depuis 1988 et travaille depuis 2001 dans le cabinet Covington & Burling LLP (Bruxelles). Il s'est spécialisé dans les questions de propriété intellectuelle qui touchent aux nouvelles technologies de l'information et à l'Internet.

Isabelle de Lamberterie

Directrice de recherche, CECOJI-CNRS.

• Nouveauté numérique

- **Handicap. Près de Caen, ils développent un logiciel pour utiliser un ordinateur sans les mains !**

Source : http://www.normandie-actu.fr/handicap-ils-developpent-un-logiciel-pour-utiliser-un-ordinateur-sans-les-mains_141286/

Présentation de l'éditeur

Près de Caen, une entreprise développe son logiciel "Headpilot online" pour permettre aux personnes handicapées de surfer sur des sites internet, grâce à des mouvements de la tête.

Bulletin De Veille

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
*Chef de la Section du Traitement
Informatique, des Statistiques et de
la Documentation*

Rédacteur

Mme Meryem El Houari
*Chef de l'Unité de Gestion des
Archives et de la Documentation*

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application
